

Florio, le Président est maintenant obligé de tenir compte, dans son examen, des effets possibles d'une opération sur l'avance technologique des États-Unis dans les domaines critiques de la défense. Or, la notion de «domaine critique» n'a pas été définie. En outre, les enquêtes du CFIUS sont maintenant de rigueur pour toutes les opérations touchant des organismes contrôlés par un gouvernement étranger ou agissant au nom de ce dernier. Enfin, le Président doit soumettre un rapport écrit au Congrès dans chacun des cas dont il a été saisi par le CFIUS.

Les États-Unis maintiennent, au niveau fédéral et au niveau des États, un certain nombre d'exigences en matière de déclaration des activités commerciales qui ne s'appliquent qu'aux entreprises appartenant à des intérêts étrangers. Celles-ci englobent non seulement les filiales de sociétés étrangères mais aussi les succursales comme dans le cas des banques.

En janvier 1993, le département du Commerce a publié des lignes directrices pour l'appui des exportations des sociétés américaines sur des marchés tiers. Ces lignes directrices permettent aux ambassades des États-Unis d'exercer une discrimination contre les exportations de firmes sous contrôle canadien établies aux États-Unis sur la base des descriptions du marché canadien pour ces produits données dans le rapport annuel intitulé *National Trade Estimates*. Ces descriptions peuvent être inexactes. Les lignes directrices refusent le traitement national aux exportations des investisseurs canadiens, qui sont ainsi défavorisés par rapport aux entreprises concurrentes contrôlées par des intérêts américains.

## IX. SERVICES FINANCIERS

La réforme du secteur financier du Canada est allée sensiblement plus loin que celle amorcée aux États-Unis. Par le fait même, les lois et les règlements touchant les services financiers en vigueur aux États-Unis, même s'ils ne sont pas toujours discriminatoires à l'égard des institutions financières étrangères, leur limitent sensiblement l'accès au marché des États-Unis. Par contraste, il est beaucoup plus facile aux institutions financières des États-Unis de pénétrer le marché canadien.

Contrairement à la situation qui prévaut au Canada, il existe aux États-Unis toute une gamme de restrictions territoriales touchant les opérations bancaires, aussi bien entre les États qu'à l'intérieur des États. Par exemple :

- La Loi sur les sociétés de portefeuille bancaire (*Bank Holding Company Act*) interdit aux sociétés de portefeuille bancaire et à leurs filiales l'acquisition des actions votantes ou de l'essentiel des avoirs d'une banque située à l'extérieur de l'État où les filiales de la société de portefeuille bancaire mènent leurs